



BÊKOU

Fonds fiduciaire européen pour la République centrafricaine

À propos de Bêkou

Innover et agir ensemble

Au lendemain de la crise en République centrafricaine (RCA) de 2013, qui s'est traduite par un déplacement massif des populations, la dégradation des infrastructures, la quasi-absence de services publics de base et l'affaiblissement de l'administration, il était nécessaire qu'une aide internationale structurée et adaptée s'organise rapidement afin de venir en aide immédiatement aux populations tout en préparant la reconstruction du pays.

C'est avec cette ambition que le premier fonds multi-bailleurs de l'Union européenne a été créé le 15 juillet 2014 à l'initiative de l'Union européenne, en tant que partenaire privilégié de la RCA, et de trois de ses Etats membres: la France, l'Allemagne et les Pays-Bas. Ce fonds a été baptisé Bêkou, ce qui signifie "espoir" en Sango.

Ce fonds est ainsi conçu pour élargir la palette d'outils du système d'aide européen, afin de développer ensemble une méthode novatrice pour répondre aux crises qui permette à la fois de mobiliser différentes sources de financement au sein de l'UE et de recueillir des contributions tant des Etats membres que de donateurs de pays tiers.

LRRD: une approche qui permet d'articuler l'humanitaire au développement

La République centrafricaine se caractérise, depuis longtemps, par la fragilité de ses institutions et la récurrence de ses crises politiques et humanitaires. Les événements de 2013 ont aggravé et approfondi les faiblesses structurelles du pays. La situation actuelle de la République centrafricaine relève d'une « crise complexe », avec une imbrication forte des enjeux politiques, économiques et humanitaires, ce qui se traduit par la coexistence sur le terrain des situations d'urgence et de transition. Dès lors, cet état de fait appelle une articulation étroite entre les opérations de sécurisation conduites par les forces internationales, la réponse humanitaire et les programmes de reconstruction et de développement, selon l'approche dite de "LRRD": *Linking Relief, Rehabilitation and Development*.



Bangui, septembre 2014, Commission européenne

Le fonds Bêkou a pour but d'associer les compétences des acteurs du développement et de ceux de l'humanitaire afin de construire des programmes à la frontière entre les deux métiers, qui permettront de venir immédiatement en aide aux populations tout en renforçant les capacités des autorités locales, et créant ainsi les conditions d'un développement de long terme.

Un nouvel instrument financier pour une action collective

À la suite de crise comme celle qu'a connue la République centrafricaine en 2013, la multiplication soudaine des bailleurs ainsi que l'affaiblissement des administrations nationales représentent autant de défis additionnels pour la coordination de l'action de la communauté internationale.

C'est ce pourquoi le fonds Bêkou a été élaboré pour permettre une action collective européenne organisée et conçue avec les autorités centrafricaines. Il s'agit donc de mutualiser nos ressources, nos capacités d'analyse, d'identification et de mise en œuvre d'actions.

En outre, la République centrafricaine étant « orphelin de l'aide » depuis le début des années 2000, il s'agit de s'appuyer sur l'expertise des partenaires qui disposent d'une présence continue sur le terrain, tels que l'Union européenne et les coopérations française, allemande et néerlandaise. Leurs connaissances et capacités techniques permettent ainsi aux autres bailleurs, non présents en RCA, de contribuer à la reconstruction et au développement du pays. Ensemble, ils sont prêts à constituer un portefeuille diversifié d'actions dans les secteurs identifiés par l'Acte constitutif.

- La relance des services publics essentiels et les services sociaux de base;
- La relance de l'activité économique;
- La réconciliation et la cohésion nationale dans le respect des droits de l'homme;
- L'établissement et le renforcement des structures administratives nationales et locales;
- La réponse aux conséquences régionales, essentiellement humanitaires, de la crise.

Gouvernance collégiale et gestion du fonds

La stratégie globale est fixée par le **Conseil d'administration**, où siègent, sous la présidence de l'Union européenne, les représentants de l'Union européenne, des Etats membres et des donateurs ayant contribué au fonds. Ensuite, le **Comité de gestion** sélectionne les projets. Celui-ci est composé, toujours sous la présidence de l'Union européenne, de représentants de l'Union européenne et de tous les donateurs à hauteur d'un montant minimum de 3 millions d'euros. La République centrafricaine est représentée dans chacun de ces deux organes. Enfin la gestion du fonds relève d'une équipe restreinte qui coordonne et exécute les projets du fonds et qui est dirigée par le **gestionnaire du fonds**.

